

Travailler plus et produire plus

« L'objectif de la politique de la France, ce n'est pas le partage des richesses, ce doit être la création de nouvelles richesses. » Après l'ovation, l'action et c'est le programme dont l'exécution arrive à mi-mandat et autorise l'évaluation. Elle était totalement fondée sur le développement de la production dans un pays où la croissance de la richesse nationale était structurellement insuffisante, où le chômage était toujours proche des deux chiffres, où l'on perdait pied sur les marchés extérieurs. Il fallait donc renforcer la compétitivité des entreprises et décréter le reflux fiscal. C'était la logique du « paquet fiscal », avec sa panoplie de baisse des droits de succession, spoliateurs, de déduction des intérêts sur emprunt immobilier et d'exonération des charges sur les heures supplémentaires.

C'était d'application immédiate et plus concrète que la promesse de baisse de l'impôt sur le revenu (IRPP) du tiers par Jacques Chirac et qui ne dépassera jamais les 9%. Mais le grand débat était ailleurs, dans l'amélioration de la compétitivité des entreprises sur le Grand marché européen, réalisé par Mitterrand, en 1993, et auquel tout le monde applaudit, à droite comme à gauche. Le drame était à venir, c'était de corriger le handicap des entreprises françaises, pénalisées par leurs coûts de revient, par la fiscalité et la parafiscalité, cad le financement de la protection sociale. Car le paradoxe, c'était bien l'instauration du Grand marché, avec la libre circulation qui en résulte, des biens, des personnes, des capitaux et des services, dans un environnement fiscal et parafiscal rigide, insusceptible de toute réforme depuis que Mitterrand avait évacué d'un revers de main, en pleine cohabitation (1986-88) les projets d'ordonnances de Philippe Séguin, au nom des « acquis sociaux ». Voilà qui est assez extraordinaire dans l'univers à cloche-pied de Mitterrand : on ouvre et on lance les entreprises sur ce marché de libre-concurrence, sans mesurer qu'elles avancent avec des sandales de plomb. Oui au libéralisme et au libre-échange, mais non à toute - 5 -réforme pouvant mettre les entreprises françaises sur un pied d'égalité avec leurs concurrentes.

Depuis des années, la sanction de cette inertie s'affichait au quotidien, avec les transferts de main d'oeuvre dans les régions frontalières, des investissements, enfin, les délocalisations pures et simples, cad les fermetures d'entreprise.

Liquider le piège des droites

La sécurité, la justice et la police, la maîtrise des flux migratoires s'inscrivaient au coeur de ce programme dont l'objectif avoué était de ramener dans la majorité tout ou partie de la diaspora d'extrême-droite qui a fait la fortune de l'opposition, en 1997 et 2004. Il s'agissait d'en finir avec une stratégie de décomposition des droites et de prise du pouvoir, non par une opposition d'alternance, devenue majorité, mais qui fracture l'électorat de droite en désignant une partie de ses électeurs pour mieux les anathémiser et interdire tout désistement de second tour. La stratégie est simple et les résultats sont là pour en témoigner. Sarkozy promet d'en sortir et il s'en donne les moyens.

De même sur l'Europe, et après l'échec du référendum de mai 2005 sur la ratification du traité constitutionnel, il reprend le dossier en proposant de le faire aboutir par un traité simplifié, ratifié par voie parlementaire et non plus référendaire.